

Entretien avec Xenya Scanlon : Urgence et solutions pour la lutte contre la désertification

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, Xenya Scanlon, cheffe de la communication, des relations extérieures et des partenariats de la CNULCD, partage ses réflexions sur les défis et les solutions liés à la dégradation des terres.



Xenya Scanlon, Cheffe de la Communication CNULCD

Célébrer cette journée aujourd'hui signifie reconnaître l'urgence et l'ampleur des défis liés à la dégradation des terres. Près de la moitié de la planète et presque la moitié de la population mondiale sont déjà affectées par ces fléaux. Cela pèse le plus souvent sur les plus vulnérables, notamment les petits agriculteurs, les femmes et les peuples autochtones. Pour donner une idée de l'ampleur de la perte des terres saines, chaque année nous perdons à peu près 100 millions d'hectares de terres à la dégradation, ce qui correspond plus ou moins à la superficie de l'Égypte ou de la Mauritanie. C'est un objectif d'une urgence extrême.

Aujourd'hui marque également le 30e anniversaire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ce traité historique et crucial est essentiel non seulement pour le monde, mais aussi pour le continent

africain. L'Afrique a été un des porteurs de cette convention à l'échelle internationale et en a été un des plus grands champions. Bien sûr, l'Afrique n'est pas épargnée par les phénomènes de sécheresse, de dégradation des terres et de désertification, mais elle propose également des solutions applicables sur le continent et à travers le monde.

Cependant, de nombreux défis subsistent. Premièrement, les contextes difficiles auxquels sont confrontés plusieurs pays, ainsi que les phénomènes de pauvreté et d'insécurité alimentaire très prononcés en Afrique, compliquent la lutte contre la désertification. Par exemple, environ 65% des terres arables du continent ont déjà été soumises à la désertification, ce qui crée une urgence d'agir en Afrique et ailleurs.

Malgré ces défis, l'Afrique a déjà mis en place de nombreuses initiatives, notamment l'une des plus grandes initiatives mondiales : la Grande Muraille Verte. Ce projet ambitieux vise à reboiser et restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Onze pays sont impliqués et cette initiative en inspire d'autres au-delà de la région sahélienne. Nous sommes impatients de voir les résultats de ces projets aboutir à notre vision d'un monde où non seulement nous mettons fin à la dégradation des terres, mais où nous restaurons également les terres et notre patrimoine naturel.

Le thème de cette journée, cette année, « Unis pour les terres, notre héritage, notre avenir », est un pont entre les générations, une opportunité de s'unir pour l'avenir de nos terres. La restauration des terres contribue aux initiatives contre le changement climatique et cible la perte

de biodiversité. En restaurant nos terres, nous faisons progresser les objectifs mondiaux et bien d'autres objectifs de développement durable.

D'ici 2050, la population mondiale atteindra 10 milliards d'habitants, et beaucoup auront besoin de ressources naturelles, notamment de terres saines. Ce que nous investissons aujourd'hui, c'est pour notre avenir. Des études montrent que chaque dollar investi dans la restauration des terres rapporte environ 30 dollars en bénéfices économiques et sociaux. Cela souligne l'importance de ces investissements.

Xenya Scanlon souligne également l'importance de la jeunesse africaine en tant qu'acteur majeur du changement dans notre effort collectif pour restaurer les terres et renforcer la résilience à la sécheresse. 70% de la population du continent africain a moins de 30 ans. C'est une génération qui peut contribuer de manière très constructive à notre défi collectif. En s'unissant pour l'avenir de notre terre, nous pouvons également créer des emplois pour les jeunes, améliorer la situation de l'exode rural, et répondre à de nombreuses préoccupations actuelles de nos sociétés.

La Journée mondiale de la lutte contre la désertification nous rappelle donc l'ampleur des défis à relever, mais aussi l'urgence d'agir pour préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures.

La transmission du VIH de la mère à l'enfant reste une

préoccupation majeure en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans ces régions, un nombre croissant d'enfants naissent de mères qui ne sont pas sous traitement antirétroviral (ARV), aggravant ainsi la situation sanitaire. Pour sensibiliser les journalistes sur ce sujet, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire le vendredi 14 juin 2024, intitulé «Élimination de la transmission mère-enfant du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre : et si on en parlait». Cet événement a été animé par deux experts de renom : Dr Fodé Simaga, directeur de la science, des services et des systèmes pour tous à l'ONUSIDA à Genève, et Dr Éric Verschueren, directeur pays de l'ONUSIDA pour le Bénin et le Togo.

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre la désertification et la sécheresse: l'appel à une réponse urgente

La journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse a été instaurée le 17 juin 1992 à l'occasion de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification.

L'objectif de cette journée est de sensibiliser le grand public au sujet de la désertification et de la sécheresse.



En effet, la désertification est la dégradation des terres arides, semi-arides et sub humides sèches par suite de divers facteurs parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines, selon la Convention des Nations Unies sur la Désertification (CNULD).

La sécheresse, quant à elle, est un phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations sont inférieures au niveau normalement enregistré sur une longue période. Elle est un facteur aggravant la désertification.

La désertification affecte tous les continents habités et constitue une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire des plus de sept milliards de personnes dans le monde. Selon le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la désertification frappe environ 25 % de la surface terrestre, soit 3,6 milliards d'hectares.

Par ailleurs, les sécheresses ont touché 2,7 milliards de personnes dans le monde et causé 11,7 millions de décès entre 1900 et 2019, et pourraient toucher plus des 3/4 de la population mondiale d'ici à 2050, selon la CNULD.

Le Bénin, à l'instar des autres pays africains, n'y est pas épargné. On estime que 66 % du territoire national seraient dégradés, dont 16 % des sols seraient extrêmement touchés par la dégradation. Selon un rapport du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (2017), on estime qu'approximativement 2,2 millions d'hectares de terres, soit 19 % du territoire national, se sont dégradés entre 2000 et 2010.

Les régions les plus touchées par la désertification au Bénin sont en majorité situées dans la partie septentrionale à travers les départements du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga. Il s'agit précisément des communes de Bembèrèkè, de Karimama, de Segbana, de Boukoumbé, de Cobly, de Tanguiéta et de Matéri. Par ailleurs, plusieurs autres communes du pays sont également touchées par le phénomène.

Il urge donc que des mesures efficaces soient prises pour limiter la dégradation des terres si nous voulons durablement assurer notre sécurité alimentaire qui dépend fortement des sols. C'est l'essence même des échanges entre acteurs à la 15e Conférence des parties tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Venance Ayébo TOSSOUKPE